

ment nous mener à une crise économique catastrophique au Canada.

Je vais expliquer notre situation actuelle, passée et future. Nous étions aux prises avec une dette fédérale de 550 milliards de dollars et une dette provinciale de 220 milliards de dollars qui augmente sans cesse depuis les 20 dernières années. Chaque année, nos recettes représentent environ 120 milliards de dollars, et nos dépenses, quelque 160 milliards de dollars.

L'an dernier, le gouvernement a dû emprunter 40 milliards de dollars pour honorer ses obligations. Dans trois ans, cette dette aura augmenté encore de 100 milliards de dollars; elle fera passer le montant que nous devons emprunter et les intérêts que nous devons payer à 50 milliards de dollars.

De plus, elle ramènera de 120 milliards à 102 milliards de dollars les sommes que nous pouvons dépenser pour les programmes gouvernementaux. Il ne faut pas être un génie pour comprendre qu'il y a un manque à gagner considérable par rapport aux fonds dont nous disposons pour exécuter les programmes gouvernementaux et, en particulier, les programmes sociaux dont dépendent les Canadiens défavorisés.

Pour combler ce manque à gagner, nous pouvons faire deux choses. Nous pouvons le combler grâce à une croissance économique ou en haussant les impôts. Il est absolument impossible que nous réussissions à combler ce manque à gagner de 18 milliards de dollars uniquement grâce à la croissance économique. Le gouvernement sera forcé d'augmenter les impôts. Ce faisant, il freinera net la croissance économique et menacera davantage la survie de nos programmes sociaux en obligeant plus de gens à y avoir recours. Telle est la réalité.

Je vais maintenant souligner certains problèmes qui nous assaillent. Le gouvernement a, d'une manière irresponsable, déguisé ses compressions de bien des façons. D'abord et avant tout, il dit qu'il a fait des compressions. Ce qu'il a fait en réalité, c'est enlever plus de 8,5 milliards de dollars aux provinces. Qui en souffrira? Les contribuables, qui écopent toujours, à tous les niveaux. C'est complètement injuste et insensé.

Le Parti réformiste a proposé un budget au gouvernement, un budget, d'ailleurs, présenté en deux phases, la première en novembre de l'an dernier et la seconde avant le dépôt du budget du gouvernement. Nous avons décrit tout le processus et indiqué comment remettre le pays sur les rails. Le gouvernement n'en a pas tenu compte.

Nous avons proposé des réductions touchant les provinces, mais nous avons également proposé que le gouvernement leur accorde des points d'impôt pour leur permettre de recueillir elles-mêmes les fonds nécessaires au financement des programmes de leur choix. Il s'agit là, en fait, d'une répartition du travail et d'une diminution du double emploi. Nous avons aussi proposé une diminution du double emploi au niveau fédéral pour faire réaliser des économies aux contribuables.

Permettez-moi d'aborder deux questions qui me tiennent à coeur, à moi comme à tous les Canadiens, à savoir la santé et l'éducation postsecondaire. À l'heure actuelle, les coûts de la santé montent en flèche et beaucoup plus rapidement que le PIB en raison de technologies coûteuses et du vieillissement de la

population. Cette situation ne va pas aller en s'améliorant, mais plutôt en se détériorant.

Par ailleurs, le financement a stagné. En enlevant 8,5 milliards de dollars à l'enveloppe du financement des soins de santé, le gouvernement a exacerbé un problème déjà très grave. En fait, le gouvernement pénalise les provinces, supposément pour mettre de l'ordre dans ses finances. Dans le même ordre d'idées, il a également déclaré aux provinces qu'elles ne pourraient obtenir de recettes d'une façon quelconque, car elles devaient se conformer à la Loi canadienne sur la santé.

• (1810)

Le gouvernement affirme qu'il veut maintenir la gratuité des soins de santé. Il ne veut pas compromettre ces soins. Eh bien, le Parti réformiste a la même position. Nous devons nous assurer que tout le monde au Canada profite des soins de santé essentiels dans les délais voulus, ce qui n'est pas le cas, à l'heure actuelle.

Nous avons proposé que le gouvernement modifie la Loi canadienne sur la santé pour que les provinces aient le pouvoir d'obtenir elles-mêmes les fonds nécessaires et qu'il demande aux Canadiens de définir ce qu'on entend par des services de santé essentiels. Une fois cela fait, nous nous assurerons que tous les Canadiens, quel que soit leur revenu, aient accès gratuitement à ces services. Ce n'est pas ce qui se passe de nos jours.

Je vais vous donner deux exemples. Une femme de ma circonscription souffre de vertige. Elle est probablement atteinte d'une tumeur au cerveau située à la base du crâne. À Victoria, elle va attendre deux mois juste pour subir son examen TDM et on a reporté à la semaine des quatre jeudis son examen IRM. Je demande aux députés de se mettre à sa place. Comment se sentiraient-ils? Cette situation s'explique du fait qu'on n'a pas l'argent nécessaire pour lui offrir ce service de santé essentiel. Je pourrais poursuivre ainsi et vous donner beaucoup d'autres exemples, mais le temps me manque.

Ce que le gouvernement a encore reproché à notre proposition, c'est qu'elle aboutit à un système de soins de santé à deux vitesses. C'est vrai, mais, avons-nous soutenu, ne vaut-il pas mieux un système à deux vitesses sans pareil et qui offre les meilleurs services possibles à tout le monde que notre actuel système à deux vitesses qui dispense des soins de santé de plus en plus déficients à toute la population?

Les autres aspects des soins de santé relèvent des provinces. Comme je ne dispose pas du temps nécessaire pour entrer dans les détails, qu'il suffise de dire que la responsabilité gestionnelle incombe aux provinces.

Le facteur le plus important dans la détermination de l'employabilité sera dorénavant les études postsecondaires. Le gouvernement s'est contenté de grappiller dans les fonds consacrés à l'enseignement, ce qui a compromis davantage les chances que les étudiants de ce pays ont d'acquérir les compétences leur offrant la possibilité de se faire une place au soleil dans les économies de demain. C'est là un prix qu'il nous faudra payer collectivement et chèrement.

Pour sa part, notre parti propose, entre autres choses, d'instaurer un système de remboursement des prêts en fonction du revenu, de faire en sorte que les crédits affectés à cet égard soient